



SOCIÉTÉ

12 | Le Parisien
VENDREDI 1^{er} JUILLET 2022

ÉCOLES

La fin des WC de la honte ?

Entre les problèmes de saleté, d'intimité et d'insécurité, de nombreux élèves préfèrent se retenir que d'utiliser les toilettes scolaires. Des solutions sont en discussion.

THOMAS POUPEAU

FAIRE PIPÉ ou se retenir jusqu'au mal de ventre ? La question taraude des millions d'élèves. Vétustes, sales, sans intimité, propices au harcèlement : les toilettes scolaires sont pointées par beaucoup de familles comme « le lieu de tous les dangers », résume Maxine, mère de Meurthe-et-Moselle. Selon une récente étude Harris Interactive, huit enfants sur dix se retiennent d'aller en primaire.

Pour la première fois, la préoccupation semble avoir été entendue. Le ministère de l'Éducation nationale vient de publier des préconisations. Sous forme de guides élaborés par des chercheurs, architectes, élus et personnel enseignant, après une concertation menée en 2021 auprès de 10 000 personnes, elles sont à destination des collectivités en charge des bâtiments, et donc de la conception et de l'agencement des WC, ainsi que des établissements.

Les élèves n'y vont pas non plus pour boire

Que disent-elles ? D'abord, il faut des toilettes pour tout le monde. « Nous recommandons une cabine pour dix élèves, chaque bloc sanitaire devant regrouper cinq cabines sur au moins 24 m² », explique Sidi Solimi, le responsable de la cellule bât au ministère. Autre recommandation : multiplier les points d'eau hors WC. « La majorité des élèves jugent les sanitaires comme un repoussoir, ils n'y vont pas pour boire. S'en priver crée de graves problèmes urinaires », analyse Jean-Marie Schléret, ex-président de l'Observatoire de la sécurité des établissements, auteur de plusieurs rapports sur ce thème jusqu'en 2020. Dans le dernier, il chiffrait à 25 % le nombre d'écoles ne disposant pas d'assez de points d'eau. Autre recommandation : cloisonner les cabines entre

elles, « sur toute la hauteur, afin de respecter l'intimité des élèves, en s'assurant que les serrures ferment », poursuit Sidi Solimi. Essentiel : un écolier sur trois estime que les portes ferment mal, selon Harris. Le ministère enjoint aussi les établissements à favoriser « le lien entre le personnel de maintenance et les élèves ». S'ils se connaissent, « ils seront plus respectueux des lieux ». Enfin, les WC doivent permettre aux jeunes qui s'y rendent de savoir... qu'ils sont vus. « Autant il faut de l'intimité sur le cabinet d'aisances, autant il est impératif de créer de la transparence entre la partie commune – les lavabos, les séchoirs – et le couloir. Par exemple, on peut enlever la porte d'entrée », décrypte Sidi Solimi. Objectif : éviter toute forme de harcèlement, ou d'usage de téléphone « non conforme » de la part de ceux qui s'amuseraient à filmer leurs camarades.

Le constat est dramatique : l'étude de 2019 révélait que les toilettes ne seraient pas un endroit où les élèves se sentent en sécurité. Un sur quatre se plaint d'y être « embêté ». Et même près d'un sur trois chez les 8-9 ans, 43 % des enfants n'aiment donc pas y aller seuls. « C'est encore plus vrai au collège, estime Jean-Marie Schléret. Il y a une hausse des faits de harcèlement. »

« Un enjeu de réussite scolaire »

Outre ces recommandations, 30 référents académiques sont en formation pour devenir les interlocuteurs privilégiés des élus et des établissements sur le bâti. « Ils seront 130 en 2023 », précise Sidi Solimi. Et 16 000 délégués départementaux de l'Éducation nationale inspectent les sanitaires des écoles de France (lire ci-contre). Le fruit de leur enquête donnera lieu aussi à des préconisations. Des recommandations à tout-va donc... mais pas vrai-



ment de budget supplémentaire. « Pourtant, il y a urgence », répète Jean-Marie Schléret. Entre 2008 et aujourd'hui, rien n'a changé. « Le résultat, c'est que les toilettes sont devenues une zone de non-droit dans nos écoles ! » regrette-t-il. En écho, un maire de Seine-et-Marne rappelle que « rénover les toilettes d'une école demande... de l'argent ». Les moyens, c'est « central », confirme Éric Labastie, secrétaire général de la FCFE, principale fédération de parents d'élèves. « D'autant que le sujet est plus que d'actualité, ajoute-t-il. Avec la crise du Covid, il est plus nécessaire que jamais que nos enfants puissent y aller sans crainte. »

Des subventions existent pourtant, comme le fonds Résilience de 1 milliard créé en 2021 à destination des communes, et dont une part porte sur la réfection ou la reconstruction des WC scolaires. Une quinzaine de territoires ont lancé leur plan. « Ce sujet est dans l'air du temps : regardez à Marseille (400 millions pour rénover 470 établissements). C'est un enjeu de réussite scolaire », insiste Sidi Solimi, qui assure que c'est devenu « une priorité » pour le ministère.

ZOOM | Mission : inspection

SOLENNE DUROUX
CORRESPONDANTE
À CORSEUL
(CÔTES-D'ARMOR)

IL EST 9 H 30, les vêtements colorés sont accrochés aux patères et les enfants sont au travail. La directrice de l'école publique de Corseul, une commune rurale des Côtes-d'Armor, accueille André Le Bras et Abel Gasnier, délégués départementaux de l'Éducation nationale (DDEN). Tous deux participent à l'enquête nationale sur les sanitaires scolaires lancée par leur fédération, au cours de laquelle plus de 3 100 établissements ont été inspectés. Une idée née en pleine crise du Covid. Objectif : faire un état des lieux et « relever tout ce qui peut nuire à la santé et la sécurité des enfants ».

L'école construite en 2006 est joliment décorée. Tout au bout du couloir bordé de grandes baies vitrées, les toilettes des tout-petits. Pas besoin de pousser une porte, il n'y en a pas. Carrelage pastel au sol et aux murs, lavabos miniatures, douche, distributeurs de savon... Les lieux

sont très propres à cette heure. Ils sont nettoyés une fois par jour. Impossible de faire plus selon les élus.

« Ça demande beaucoup de personnel », affirme Éliane Lucas, l'adjointe aux affaires scolaires qui fait partie du groupe avec le maire. « Dans une autre commune que j'ai visitée, ils le font trois fois par jour », note Abel Gasnier. Formulaire en main, le délégué passe tout en revue. Nombre de lavabos, localisation dans l'établissement, préservation de l'intimité, eau chaude, papier toilette, alarme, surveillance, normes handicap... Au total une vingtaine de questions. « Le nombre de points d'eau vous paraît-il suffisant ? » s'enquiert-il auprès de la directrice.

Des problèmes d'intimité

Au même moment, un petit garçon, éberlué par ce curieux rassemblement, vient satisfaire un besoin naturel. Ici, les écoliers sont libres de se rendre aux toilettes quand ils le souhaitent.

Le DDEN note l'absence de cabine adaptée au handicap



« Il y a une hausse des faits de harcèlement... C'est une zone de non-droit dans nos écoles. »

JEAN-MARIE SCHLÉRET,
EX-PRÉSIDENT DE L'OBSERVATOIRE
DE LA SÉCURITÉ
DES ÉTABLISSEMENTS



Corseul (Côtes-d'Armor), le 9 juin. Des délégués départementaux de l'Éducation nationale enquêtent sur les sanitaires scolaires.

en maternelle. Du côté des filles, si les cuvettes sont séparées par une cloison, il n'y a pas de portillon. Dans un autre bloc, l'une des cuvettes ne leur offre aucune intimité. Elle donne directement sur le couloir central où tout le monde passe. Un défaut de conception qui met en lumière l'absence de normes officielles pour les sanitaires scolaires, seulement des recommandations.

Pas de poubelles dans les cabines des filles

En élémentaire, l'œil averti d'Abel remarque tout de suite l'absence de poubelles dans les cabines des filles. Un inconvénient quand on sait que certaines peuvent avoir

leurs règles. La directrice note qu'il y a eu quelques cas de garçons cherchant à regarder les filles dans les toilettes. Des comportements qu'elle a pour habitude de recadrer immédiatement.

Près des lavabos, une comptine en images incite les élèves à se laver précautionneusement les mains depuis la pandémie. Abel Gasnier a déjà visité neuf autres écoles dans le secteur. « Dans 90 % des cas, la situation est bonne comme ici, explique-t-il. Mais on trouve encore des toilettes à l'extérieur, sans chauffage, même dans les écoles rénovées récemment. »

Alors que l'enquête prend fin la semaine prochaine et que plus de 4 000 établissements ont été visités, « nous avons déjà des remontées sur des points d'eau insuffisants ou des toilettes mal placées », confie le président de la fédération des DDEN, Eddy Khalidi. Trois quarts des sanitaires n'ont pas d'eau chaude, seuls 15 % sont nettoyés deux fois par jour. Quant aux urinoirs, plus de 80 % n'offrent aucune intimité. Les résultats seront communiqués prochainement aux pouvoirs publics.



On trouve encore des toilettes à l'extérieur, sans chauffage
ABEL GASNIER, DÉLÉGUÉ DÉPARTEMENTAL DE L'ÉDUCATION NATIONALE

« Le soir, je retrouve son slip souillé »

THOMAS POUPEAU

DEPUIS qu'elle a été filmée à son insu dans les toilettes de son collège par un camarade, Clara* n'y va plus jamais. « Je sais qu'il n'a rien filmé de très honteux, mais sur le principe, je suis tellement gênée. Qu'a-t-il fait de sa vidéo ? Je ne sais pas... Alors dans le doute, je préfère ne pas revivre l'expérience », souffle l'adolescente, scolarisée en Seine-et-Marne. Elle en paie le prix : quatre cystites en deux ans, dues, croit savoir sa maman, « au fait qu'elle se retienne toute la journée ». Comme elle, ils sont nombreux à éviter les toilettes de leurs établissements scolaires. La moitié des élèves disent avoir eu mal au ventre au moins une fois dans l'année pour ne pas être allés aux WC, et 20 % ont souffert de constipation aiguë. Pour Pauline, la maman d'Enzo, « c'est une hantise ». Son fils, en CM 2 dans une école de région parisienne, n'y va jamais : « Je sais qu'il en souffre, physiquement. Il ne lui est rien arrivé de grave dans les WC... mais il est juste dégoûté par les odeurs, la saleté », assure-t-elle. À tel point que, parfois, « les slips de (son) fils sont souillés » le soir, quand il rentre de l'école. « Je pense à lui plusieurs fois dans la journée, en me demandant s'il a osé aller aux toilettes ou pas », dit encore Pauline. Même son de cloche chez Natalia, la maman d'une fillette scolarisée en maternelle, qui à dix ans, « remet des couches » à sa petite durant quelques mois. « Elle ne voulait pas mettre un pléd dans les toilettes de l'école » parce que, disait-elle, « il y a trop de bruit » et « tout le monde nous regarde quand (on) fait pipi ».

Les filles sont particulièrement vulnérables. Outre les problèmes d'intimité, de propreté et de sécurité, « il y a celui de la dignité », complète Jean-Yves Guéant, responsable de la FCPE en Haute-Garonne. Dans une école de Toulouse, c'est l'association des parents qui a fait installer des petites poubelles pour les protections hygiéniques. Autant de problématiques qui poussent les établissements à prendre des décisions... radicales. Plusieurs établissements du second degré ont décidé de fermer leurs sanitaires en dehors des récréations. « Il faut un justificatif aux élèves pour y aller », se désole Jean-Yves Guéant. Au ministère, on confirme que ce genre de procédé est « tout ce qu'il ne faut pas faire ».

* Le prénom a été changé.

Les pistes pour sauver les urgences

Quarante et une propositions sont remises à la Première ministre Élisabeth Borne.



Partout, l'hôpital craque : pénurie de médecins et d'infirmières, fatigue, burn-out, planning non bouclé pour l'été...

ELSA MARI ET FLORENCE MÉRÉCO

ILS SONT, ce jeudi matin, en « séminaire de travail » : la Première ministre Élisabeth Borne, la ministre de la Santé Brigitte Bourguignon et tous les membres de la Mission Flash, ces experts mandatés pour rendre leur feuille de route afin de sauver les urgences. Le rapport n'est pas officiellement remis. Toutes les pistes ne sont pas validées », nous confie l'un de ses membres. Mais nous avons pu consulter ce document technique de soixante pages.

Dès l'introduction, le ton est donné : « Cette crise atteint des proportions qui peuvent mettre en danger dès cet été la permanence et la continuité des soins. D'autant qu'au-delà des difficultés mentionnées et des risques habituels liés à la période estivale, on assiste à la reprise des contaminations par le coronavirus. » Partout, l'hôpital craque : pénurie de médecins et d'infirmières, fatigue, burn-out, planning non bouclé pour l'été.

Alors, quelles solutions ? D'abord, la Mission Flash présidée par le docteur François Braun, patron de Samu-Urgences de France, recommande une « campagne nationale d'information sur le bon usage des services d'urgences ». Autre recommandation : « favoriser l'activité des médecins retraités ». Un pont avec la médecine de ville est aussi préconisé : « Attribuer, à titre dérogatoire et temporaire, un supplément de IS C pour tout acte effectué par un médecin libéral à la demande de la régulation du Samu/SAS pour un patient hors patientèle, dans la limite

d'un plafond hebdomadaire. » Pour éviter que des malades fragiles et âgés ne se déplacent aux urgences parce qu'ils n'ont pas pu consulter en cabinet, la Mission préconise de « financer le déploiement d'unités mobiles de télé-médecine ». Dans les faits, une infirmière du Samu se déplace au domicile du patient et réalise, si nécessaire, une téléconsultation avec un médecin.

Parmi les recommandations, un tri des patients

Plus étonnant, la recommandation 23 : réguler les admissions aux urgences en organisant un « triage » à l'entrée. Ceux qui souffrent d'une sinusite carabiniée ou d'un bobo au doigt ne passeront pas la porte. Quid de l'été qui s'annonce à hauts risques avec des fermetures de services en cascade ? « Il faut reconnaître la pénibilité de l'exercice professionnel », invitent les rédacteurs, qui proposent de « majorer pour l'été les indemnités et les heures de nuit en attendant l'ouverture d'une négociation sur la reconnaissance globale de la pénibilité ». Celle-ci doit avoir lieu à l'issue de la Conférence nationale de santé, prévue cet été. Un travail de longue haleine s'annonce. Idem, la Mission demande de mieux payer les week-ends des ponts estivaux, c'est-à-dire le 14 juillet et le 15 août.

Les premières réactions ne sont pas tendres. Christophe Puidhomme, porte-parole de l'Association des médecins urgentistes de France, se dit plus que déçu : « C'est pas avec ça qu'on va sauver l'hôpital. Pire, entre les lignes, la Mission valide la fermeture des urgences de nuit. »



Cette crise atteint des proportions qui peuvent mettre en danger dès cet été la permanence et la continuité des soins

LE RAPPORT DE LA MISSION FLASH